

La France en 2050, avec une hausse de température de 1,5 degré ?

Jean Viard, sociologue, directeur de recherche, CEVIPOF (CNRS)

Grand entretien, France Inter, Éric Delvaux, 4 avril 2021

– (Rire) Ça va dépendre de ce qu'on fait, c'est-à-dire que c'est nous qui allons la construire. En gros, à l'EDF, on travaille sur l'idée que le climat va se déplacer de 500 km. C'est une hypothèse, mais ça permet d'avoir un ordre de grandeur.

– Ça veut dire que le temps d'Alger sera celui de Marseille ?

À peu près et qu'en gros Lille ce sera Marseille. Donc la question qui nous est posée tout de suite, c'est comment on construit cette France-là. C'est-à-dire comment on construit, comment on met les arbres, comment on met la végétation de Marseille à Lille, comment on fait des fenêtres plus petites, comment on utilise l'ombre. Un arbre planté, on estime que ce sont deux ou trois climatiseurs d'économisés. Si on se met tout de suite à cette transformation, cette France-là est potentiellement habitable, en prenant les structures culturelles des gens de 500 km au sud.

Après il y a la deuxième bataille qui est évidemment la plus importante, c'est de se bloquer à 1,5°, et si possible un peu moins. Donc il y a deux sujets : habiter la France, la rhabiller avec au fond cette idée de réchauffement qui est certain. - on peut peu à peu le réduire, mais en gros il est certain. C'est un enjeu majeur. Ça change les montagnes, ça change les rivages, mais on le sait déjà.

– 1,5° de plus d'ici les 30 prochaines années, vous dites que ce n'est pas dramatique. Pourquoi ?

Parce qu'on vit très bien à Alger. Je préfère le climat d'Alger à celui de Tamanrasset ! Les sociétés plus au sud ne vivent pas de la même manière, mais elles vivent bien. Donc le problème, c'est d'anticiper et surtout de donner confiance. Ce qu'il faut éviter par-dessus tout, c'est la panique, parce que le réchauffement climatique, c'est paniquant. Si l'homme ne fait rien, la terre d'ici un siècle sera extrêmement difficilement habitable. Il faut maîtriser la panique en racontant le possible.

Moi je suis sociologue, donc je ne peux pas vous dire si ce sera exactement 1,5°. Jean Jouzel dit que ça va être entre 0,6 et 1,3 degré. Il y a discussion, ça dépend de ce qu'on fait. De toute façon ça va être plus chaud. Le fait que ce soit plus chaud est déjà là : il y a déjà plus d'incendies, des glaciers qui fondent, des dunes de sable en Bretagne qui sont très difficiles à maîtriser.

– Il y a aussi la montagne.

Pour la montagne, il y a trois morceaux, si on peut dire. Il y a au-dessus de 3 500 m., où l'on estime en gros qu'il y aura encore de la neige. Il y a ce qu'il y a autour des villes, de Gap, de Digne, de Grenoble, de Chambéry : là, les villes vont continuer à s'étaler, le bas de la montagne sera urbanisé. Ce qui va être difficile, c'est entre les deux, c'est-à-dire là où il n'y a plus de neige et où en même temps on ne sera pas dans la ville. Donc là, il va y avoir une zone qui sera en grande difficulté. On le sait déjà. Alors est-ce qu'on va trouver d'autres activités ? C'est pour cela que je plaide pour la création d'un ministère

de la Protection civile, parce que toutes ces questions, il faut se les poser maintenant, parce que c'est long à transformer.

– Il ne faut pas attendre que l'État intervienne trop parce que c'est plus les entreprises qui ont fort à faire.

Il y a déjà une information des individus pour que chacun qui construit une maison l'anticipe avec une température inférieure, en termes de taille des fenêtres, etc. Il y a évidemment un rôle essentiel des collectivités locales, et il y a évidemment les entreprises. Mais je pense que l'État a un rôle à jouer parce que la parole légitime, la parole sécurisante, c'est à lui de la porter. Après, ce n'est pas à lui de faire les aménagements, c'est aux responsables des territoires, essentiellement les élus locaux et les maires.

– Et pour lutter contre ce réchauffement annoncé, il existe une solution certes dangereuse mais efficace, dites-vous, c'est le nucléaire.

L'opinion publique française avec la pandémie a beaucoup changé. Au début du quinquennat d'Emmanuel Macron, il y avait 47 % des Français qui étaient favorables au nucléaire. Là on est brutalement monté à 59 %. Pourquoi ? Parce qu'entre différents risques, est-ce qu'il vaut mieux des centrales nucléaires ou le réchauffement climatique, sachant que les centrales nucléaires ne contribuent pas au réchauffement climatique ? Elles ont d'autres inconvénients... Le choix évolue.

– Vous ne croyez pas aux modèles des énergies renouvelables à grande échelle en 2050 ?

Le nucléaire est perçu comme une énergie de transition. À terme sans doute les énergies seront renouvelables, mais peut-être pas en 2050. Donc c'est là qu'il faut faire attention aux étapes. La France par ailleurs a énormément investi dans le nucléaire. On n'aura plus tellement d'argent dans les années qui viennent vu qu'on est en train quand même d'en dépenser beaucoup ! Il y a à tenir compte de tout ça. Si on pouvait tout mettre en renouvelable en 2050, ce serait parfait. Mais disons que les spécialistes n'ont pas l'air d'être d'accord sur cet objectif.

– Déjà la pandémie nous incite à prendre des décisions pour nous adapter.

Je pense que cette pandémie est une immense rupture culturelle. Pour l'instant, ce qu'on vit tous, ce sont les problèmes de vaccins, de personnes malades, de deuils et cætera. On vit dans la tragédie et dans le fait qu'on a du mal à voir la sortie. Ça, c'est au quotidien. Mais la rupture historique, elle, est gigantesque. Dans l'histoire de l'humanité, le fait que 5 milliards d'hommes aient les mêmes comportements, que tous les laboratoires de recherche travaillent sur le vaccin sur toute la planète, ce n'est jamais arrivé dans l'histoire humaine. Donc il y a là un commun qui est en train de se construire et aussi une nouvelle utilisation de la frontière. Avant, il fallait que tout soit ouvert, l'économie devait être sans aucune frontière, ou alors il y avait des nationalistes qui voulaient fermer toutes les frontières. Là, on a vu qu'on pouvait réguler entre coopération et frontières. Je pense que là on a des acquis qui font que ça devient possible de se battre contre le réchauffement climatique parce que on s'est rendu

compte que nos comportements étaient plastiques. Je ne dis pas qu'on va être enfermé pendant 30 ans évidemment. On s'adapte. Prenez les Calanques de Marseille. On voit bien qu'il y a trop de monde qui va et bien on va dire aux gens, vous n'irez qu'une année sur deux.

– On va aller habiter par exemple dans un lieu peut-être autre. Les grandes villes sont végétalisées, et on pourra vivre à proximité d'une ville moyenne, puisqu'il y a Internet. On n'est pas obligé de vivre en ville.

Mais c'est un phénomène qui est déjà là depuis 10 ou 20 ans. Paris a perdu 59 000 habitants ces dix dernières années et en gros la province gagne de la population. Mais ce qui se passe, c'est que grâce à Internet - 2006, l'invention de Twitter, ce n'est pas vieux ! - depuis petit à petit les métropoles ont acquis une puissance énorme. En France, vous avez 8 grandes métropoles qui font 61 % de la production de la richesse (PIB), pour à peu près 40 % de la population. Ce sont les métropoles qui sont devenues les hubs..., moi je dis ce sont les mines du 21e siècle. Ça, ça a été vrai jusqu'à la pandémie. Mais déjà un certain nombre de gens se disaient : « aller à Paris, ou à Nantes une ou deux fois par semaine, très bien, mais je peux habiter à une heure en train ou habiter à la campagne ».

- Ce sont les Gilets jaunes et les travailleurs bobos?

Oui, mais pas au même endroit. Les Gilet jaunes, c'étaient soit des gens du rural profond qui étaient venus travailler en ville en restant dans leur village, soit beaucoup des gens des lotissements. Il y a 16 millions de maisons à jardin en France pour 12 millions d'appartements, et en réalité 63 % de Français habitent déjà dans des maisons à jardin et ceux qui habitent en appartement sont 3 millions de familles à avoir une résidence secondaire. La grande majorité de Français ne vivent pas dans un appartement. Il y a deux mouvements, celui des Gilets jaunes, c'était du logement périurbain mais non socialisé, c'est-à-dire les gens qui avaient essentiellement choisi un terrain en fonction de son prix et de sa distance au lieu de travail. Et puis ce sont des couples bi-actifs. Et il se trouve que ça a donné des territoires. Ils se sont réunis sur les ronds-points parce qu'ils n'étaient pas structurés par des communes. Ils n'ont pas dit « je veux habiter telle commune pour telle raison ». C'était « je veux être à moins d'une heure de mon boulot sur un terrain pas cher pour avoir ma maison ». Et c'étaient des milieux populaires en promotion sociale qui était enfin propriétaires. C'était ça leur victoire. Et d'un coup, on leur a dit « votre modèle est nul, il faut aller habiter dans la ville, il faut faire du vélo, etc. ». Rappelez-vous ! ça a démarré quand on a augmenté le prix de l'essence.

Les télétravailleurs bobos, ce n'est pas la même chose. Ce sont les gens qui sont en train de quitter Paris. Il y en a 540 000 qui ont quitté Paris pendant la première pandémie. Ils vont essentiellement dans la France des résidences secondaires, c'est-à-dire la France patrimoniale, dans des villes qui sont à moins d'une heure en train généralement de Paris. Une ville comme Tours a un gros succès. C'est 1h05 et vous êtes au bord de la Loire. C'est la ville à deux ailes. Il y a une aile Gilets jaunes et une aile travailleurs bobos dans une France patrimoniale.

- Et c'est dans cette optique que devront se réorganiser les relations entre les villes et les campagnes ?

Il y a d'abord la réorganisation entre cette France extérieure aux métropoles mais qui y vient une, deux, ou trois fois par semaine. C'est le cœur du modèle de la société. De l'autre côté, vous avez 53 % des sols qui sont en terre arable et 27 % qui sont en forêt. Donc vous avez un immense territoire agricole et forestier. Celui-là il est face à un immense projet de transformation, trop lent, pas toujours bien porté, avec des débats, mais dans lequel on produit de la nourriture, des vêtements, on peut capter de l'énergie, on produit du bois, on peut faire des éoliennes, etc.

Il y a deux Frances, la France des hectares et la France des milliards. Et entre les deux on habite. C'est une immense ville-jardin autour des métropoles. C'est déjà le cas, je pense que ça va s'accroître. Et puis c'est un retour de la ville moyenne parce qu'elle est patrimoniale, parce qu'elle a souvent un bon lycée. Le gros problème pour les gens, c'est la bonne éducation de leurs enfants. Quand ils se déplacent, la première chose qu'ils regardent, c'est l'endroit où scolariser les enfants.

- Mais les médecins sont de plus en plus rares dans ces villes un peu lointaines.

Ils sont surtout très rares dans le rural. La France n'est pas homogène. Prenez le cœur de la Bretagne, des zones qui sont encore en train de s'affaiblir, mais l'essentiel du territoire est plutôt en train de se reconstruire. C'est pour cela qu'il faut faire attention à ne pas faire de moyenne. Les Alpes du Sud, au-dessus de Digne, c'est charmant, mais c'est difficile... Là vous avez des zones de dépopulation. L'essentiel des villes moyennes sont plutôt bien dotées en santé et en éducation.

- Et si en 2050 on se voit surtout via Internet, est-ce que vous croyez pour autant qu'on se déplacera beaucoup moins qu'aujourd'hui en avion, en voiture, en polluant ?

Je pense qu'on a tous modifié notre rapport à l'avion. Les réunions d'entreprise vont sans doute être marquées par cette pandémie, parce que, avant de payer un voyage à quelqu'un, on va lui dire : « Tu ne penses pas le faire par Zoom ». La vérité est qu'on peut faire un Zoom avec quelqu'un qu'on connaît déjà. C'est très difficile avec quelqu'un qu'on ne connaît pas.

La dernière guerre a marqué l'arrivée dans la société pétrolière. Aujourd'hui on a tous acquis la culture numérique et on est tous équipés, y compris dans l'intrafamilial (les grands-parents, les petits-enfants...) et puis le télétravail à temps partiel va certainement se développer massivement. Et donc une partie des déplacements va diminuer. C'est pourquoi je plaide pour la diminution des ronds-points. Il y en a 63 000 en France à un million pièce (payés par l'Europe ou par la France). Un maire qui n'a pas ses ronds-points n'est pas considéré comme un grand maire aujourd'hui. C'est une espèce de symbole de l' élu local. Les Allemands en ont 5 000, les Américains 10 000. Donc il doit y avoir quand-même une espèce de délire rationaliste qu'il faudrait surveiller ! Il y a des ronds-points utiles, mais je me dis que si on en a six fois plus que les autres, peut-être il y a une question à se poser.

- D'un point de vue démographique, les choses vont changer. En 2050 il y aura 140 000 centenaires, il y en a 26 000 aujourd'hui. Et les plus de 60 ans seront plus nombreux que les moins de 20 ans.

-Ce qui est surtout vrai, c'est que l'équilibre des générations ne sera pas le même puisqu'il y aura moins de jeunes. Cette année a été catastrophique pour les naissances sur toute la planète parce que dans une période de pandémie, on n'a pas envie de faire des enfants, c'est trop compliqué. Donc partout ça a baissé.

Ça va aussi jouer sur la question des migrations. Quels seront les politiques migratoires, est-ce qu'on sera sur un modèle japonais où on remplace notre jeunesse par des robots, où est-ce qu'on sera beaucoup plus sur une politique migratoire entre l'Afrique et l'Europe. En fonction de ces choix, on aura un équilibre différent, mais de toute façon on aura plus de personnes âgées que de jeunes.

- Quelle sera la place de la politique, du politique ? Où seront les réels centres de décision ?

Difficile de répondre. Quand on demande « qu'est-ce qui défend le mieux les valeurs républicaines, qui les symbolise, il y a d'abord l'école, après la mairie et après les petites et moyennes entreprises alors qu'on n'aurait pas forcément pensé les mettre là. Et après vous avez la police, etc. puis le président de la République en sixième ou septième position. Ça veut dire qu'au fond le maillage du local, c'est ça qui constitue le corps de la société. Les PME sont très appréciées par les Français et encore plus après cette pandémie. Mais les grandes entreprises ont aussi gagné en légitimité. En France, on a toujours fait comme s'il y avait d'un côté le tissu politique, du maire au président de la République, et puis de l'autre côté les entreprises, plus ou moins des patrons arnaqueurs dans l'imaginaire commun. On se rend compte que ce n'est pas vrai. Les gens savent très bien que les entreprises maillent le territoire, créent de l'emploi, développent des services. Et donc la question c'est comment on articule les entreprises, qui sont au fond la force de création de richesses et les structures du politique. Je pense qu'on aura des changements parce que on a créé beaucoup trop de structures électives où il y a de moins en moins d'électeurs. Donc le modèle est un peu absurde : plus on multiplie les niveaux (commune, communauté de communes, département, région) moins il y a de gens qui vont voter. Ça veut dire que le modèle a besoin d'être transformé pour qu'à nouveau il y ait des gens qui incarnent vraiment les territoires. Il y a 240 000 personnes des Hauts de France qui viennent tous les jours travailler à Paris, et elles ne sont représentées par personne. Quand on réorganise la gare du Nord, ça devrait être eux qu'on consulte en premier parce qu'ils y passent tous les jours. Eh bien non, on va demander l'avis de la mairie de Paris. C'est normal qu'elle donne son avis, mais les gens de la mairie de Paris n'y vont jamais !

- Et dans une trentaine d'années que sera la participation citoyenne qui semblait tellement en vogue dans les années 2020 ?

Je ne sais pas. C'est difficile de répondre à cette question. Mais ce qui est clair, c'est que la société se structure par ses associations, ses ONG. Regardez les jeunes, ils sont très peu dans les partis, mais ils se battent pour des causes, donc il se peut aussi qu'on ait

une nouvelle organisation de cette société. Ça veut dire que les gens se battent pendant un moment pour un sujet. Et après ils passent à autre chose.

Les gens qui vont aux Restos du cœur ou qui vont à la Croix Rouge, avant, c'était un engagement à vie. Ça dépendait de valeurs religieuses, familiales. Maintenant on a tous des vies en rupture, on se sépare, on déménage...ce sont donc des gens qui vont s'en occuper par moment.

- Est-ce que la loi Climat/résilience, en ce moment débattue à l'Assemblée nationale vous semble répondre à tous ces défis ?

C'est un pas. On serait peut-être allé plus loin sur certains sujets, ça ne m'aurait pas empêché de dormir. Et en même temps je pense que chaque fois on avance. Une société c'est un immense monde de négociations. Alors est-ce qu'on a assez vite ? Moi mon cap, c'est la COP 21 et je pense qu'on a deux objectifs à garder en tête : 1,5°, en plus on se prépare ; la COP 21, on l'applique à 100 %. Si on est sur cette ligne, on peut peut-être passer.

Propos enregistrés et transcrits par Antoine Abou, président de l'Université pour Tous de Vaison-la-Romaine.